

NAO 2024 : MISE EN PÉRIL DE NOTRE SITE?

Nous tenions à préciser notre vision de la situation suite à la communication de la direction après la R2 des NAO.

Dans un premier temps concernant les augmentations générales, une rectification est nécessaire concernant les chiffres donnés par la direction :

La CGT a demandé 9,96% et non 9,86 et la CFE-CGC 9% et non 9,9%. Ce qui reflète l'intérêt que la direction porte à nos revendications.

Pour l'inflation, la direction nous sort un chiffre sorti de son chapeau de 3,7%, nous vous invitons à consulter le site de l'INSEE (institut national) qui donne un chiffre de 4,9% IPC pour l'année 2023. Chiffre que nous considérons déjà inférieur à la réalité mais il faut bien s'accorder sur une base. Mais la direction comme à son habitude joue avec les chiffres dans son propre intérêt.

La direction nous accuse de mettre le site en péril alors que nous sommes en cours de négociation, il nous reste encore deux réunions avant que cette dernière puisse dénoncer une augmentation de la masse salariale astronomique.

Pour la CGT, la direction doit garantir le pouvoir d'achat de ses salariés et elle en a largement les moyens ! Vous salariés, vous êtes la richesse de l'entreprise et non un coût.

Au sujet de la subvention du CSE, celle-ci n'est pas conséquente mais en rapport avec un accord tout comme Nanterre et VSE.

Sur la clarification des budgets, nous avons remis à la direction l'ensemble des éléments comptables. Nous nous sommes engagés à respecter la dualité des comptes depuis que la

direction nous verse les 2 budgets distincts. Pour la CGT cette revalorisation est indispensable pour le bon fonctionnement du CSE et sa continuité.

La direction tente de nous effrayer avec des baisses d'activité, mais nous ne sommes pas dupes et nous voyons une volonté de nous faire taire. Lors de causerie, elle nous parle de potentiel nouveaux marchés. Imaginez une hausse de l'activité avec des congés refusés après vous les avoir imposés début mai. Essentiel : les conditions économiques et financières de l'usine ne sont pas connues du fait du refus de la direction de nous communiquer le chiffre d'affaire ou de préciser combien nous rapportons au lieu de nous répéter sans cesse ce que nous coûtions.

Nous pensons qu'il est inconsideré d'accuser les salariés de mettre en danger la pérennité du site.

Ce n'est pas la première fois que le site de Sotteville-les Rouen connaît une baisse

d'activité comme veut nous le faire

croire la direction afin de servir ses propres intérêts.

Nous ne pouvons pas assumer les mauvais choix stratégiques du groupe qui a délibérément fait le choix de se séparer des marques

distributeurs pour avoir une

marge plus profitable sur notre

marque Kleenex.

TOUS ENSEMBLE, DÉFENDONS NOTRE USINE TOUT EN ÉTANT RÉMUNÉRÉS À NOTRE JUSTE VALEUR. NOS REVENDICATIONS DE NAO À CE STADE NE SONT PAS DÉMESURÉES !



ASSEZ DES NAO BIDONS!